

même pas s'il a vu le roi Guillaume, s'il a eu une conférence avec M. de Bismark. Cependant nous devons constater que depuis deux ou trois jours les opérations militaires semblent subir un temps d'arrêt. Est-ce la conséquence du voyage de M. Thiers, ou bien les Prussiens ne veulent-ils plus livrer bataille avant d'avoir frappé un grand coup devant Paris? On dit que leur grosse artillerie est arrivée devant la capitale et que le bombardement va commencer avant peu de jours.

Cinq heures : Les bruits relatifs à la conclusion d'un armistice prennent une nouvelle consistance. On dit que le gouvernement de Paris a adhéré à un armistice de vingt-cinq jours pendant la durée duquel l'Assemblée constituante serait convoquée; les armées belgèrantes garderaient leurs positions actuelles et Paris serait ravitaillé par jour dans la proportion de sa population.

Ce ne sont là que des bruits; mais je dois vous dire que, si je ne me trompe, la majorité désire que bientôt ils soient officiellement confirmés.

On dit que M. Gambetta vient de quitter Tours pour un court et rapide voyage. Selon les uns il serait allé visiter l'armée de la Loire, selon les autres il se rendrait à Lyon. Le Français, qui fait une opposition très active, dit à propos de ce voyage : « Probablement, le jeune ministre aura voulu empêcher tout mouvement militaire capable de nuire aux négociations relatives à l'armistice. » C'est assez perfide.

Quelles peuvent être les conséquences de l'armistice? Vingt-cinq jours ne suffisent pas pour que les élections puissent se faire et que la nouvelle assemblée soit en mesure de délibérer sur la paix. Dans quelle ville se réunira la Constituante? Cette ville serait-elle déclarée neutre? Ce sont là questions auxquelles nous ne pouvons répondre.

A Tours, nous assistons à un perpétuel mouvement de troupes; il y a ici des francs-tireurs de toutes les couleurs, quelques chemises rouges; ce sont des garibaldiens qui attendent l'ordre de partir pour Besançon.

Le bruit a couru qu'il était arrivé ici un des membres du gouvernement de Paris; je ne sais ce qu'il faut en croire.

La Délégation ne paraît pas songer le moins du monde à quitter Tours, et l'on nous cite une grande administration qui vient de s'installer définitivement.

CH. CAHOT.

Un officier supérieur, attaché à l'armée du Rhin en dévotion toutes les intrigues qui ont amené la reddition de Metz, résume en ces termes la conduite du maréchal Bazaine.

C'est un extrait du réquisitoire militaire et politique dont il est question plus haut dans notre correspondance particulière de Tours :

1° Le maréchal n'a jamais tenté depuis le 18 août une sortie sérieuse, et ses essais d'attaque des lignes prussiennes n'ont été faits que pour lui servir plus tard d'excuses aux yeux de son pays et de l'histoire.

2° Le maréchal ne voulait point tenter un effort suprême qui aurait, même en cas de succès, grandement désorganisé sa splendeur d'armée et ne lui aurait plus permis à lui, commandant en chef de l'armée du Rhin, d'être l'arbitre des destinées politiques de la France.

3° Ces mêmes considérations expliquent pourquoi le maréchal n'a jamais consenti à reconnaître le gouvernement de la défense nationale, et a cherché jusqu'aux derniers moments à rassembler les restes de la puissance bonapartiste dans le but de refaire un troisième empire.

4° Une fois convaincu qu'il ne pourrait amener la France, et les Prussiens tout à la fois, à des idées de restauration des Bonaparte, qu'en ajoutant le désastre de

la capitulation de l'armée de Metz et de la ville elle-même, à tous les malheurs qui pèsent déjà sur notre pauvre pays, le maréchal a pris à tâche de hâter le moment de la reddition.

Pour ce faire, il s'est refusé à diminuer les rations de fourrages, laissant ainsi subitement les 25,000 chevaux composant sa cavalerie et traînant son artillerie, sans aucune denrée alimentaire, au lieu de faire durer le plus longtemps possible les ressources qu'il avait entre les mains au 1^{er} septembre, date de sa dernière grande sortie.

De même, il n'a consenti à amoindrir les rations de vivres qu'après de longs délais, et alors que cette mesure n'avait plus qu'une utilité minime, puisqu'elle ne pouvait être exercée que sur une quantité peu considérable d'approvisionnements.

3^e Bref, en tous points, le maréchal Bazaine n'a agi que dans un seul but, être et rester maître de la situation politique en France et, croyant pouvoir se servir des Prussiens pour l'aider dans l'exécution de ses projets ambitieux, il leur a livré sciemment la ville et forteresse de Metz, ainsi que l'armée française de cent dix mille hommes, campés dans l'enceinte retranchée.

E. DE VALCOURT,
Officier attaché au grand quartier-général de l'armée du Rhin.

Voici un extrait du *Moniteur de Versailles*. Ce journal, placé sous la protection du roi Guillaume, est rédigé avec la bonne foi qui préside habituellement à l'appréciation des faits et gestes de l'armée prussienne.

Versailles, 30 octobre.

La nuit dernière l'ennemi ouvrit une canonnade excessivement violente, paraissant annoncer la sortie que nous attendions déjà hier. Il fit avancer sous la protection de la face sud-ouest du Mont-Valérien une batterie de mortiers qui envoyait au hasard une grêle de projectiles. De notre côté, on se borna à diriger quelques coups bien pointés sur la forteresse sans nous avoir fait le moindre mal. La sortie prévue n'eut pas lieu.

Le Roi a fait défiler devant lui ce matin les 2^e et 4^e régiments de la landwehr de la garde qui venait d'arriver. M. Thiers, venant d'Orléans, accompagné de deux secrétaires et sous l'escorte du comte de Preising, est descendu ce matin à l'hôtel des Réservoirs.

L'homme d'Etat français a renoncé à son idée de ne pas toucher à Versailles pour se rendre à Paris, après avoir reçu un refus catégorique du comte de Bismark de lui ouvrir une autre route. M. Thiers a donc vu M. de Bismark ce matin. Naturellement rien n'a encore transpiré de ce qui s'est dit dans cette entrevue. M. Thiers a quitté la demeure du chancelier vers midi, pour rentrer à l'hôtel. Une demi-heure plus tard, au moment de partir, il fut rencontré par le duc de Saxe-Cobourg qui lui serra amicalement la main. « Vous ne me reconnaissez donc plus? » demanda le duc. « Oh si ! répondit M. Thiers, mais dans quelles terribles circonstances dois-je avoir l'honneur de revoir votre Altesse! »

M. Thiers avait les larmes aux yeux; il annonça cependant qu'il comptait être de retour de Paris après-demain au plus tard. Sous l'escorte d'un officier d'état-major prussien, M. Thiers fut ensuite conduit à notre ligne d'avant-postes. Là il dut s'arrêter une heure et demie à cause des formalités à remplir auprès des avant-postes français. M. Thiers descendit de sa voiture, lui et ses deux secrétaires (dont l'un est M. Paul de Rémusat, fils de l'ancien ministre de Louis-Philippe), et causèrent pendant cet intervalle avec les officiers prussiens qui se trouvaient présents.

Un des interlocuteurs de M. Thiers m'a raconté que l'illustre homme d'Etat avait fait remarquer que, au Corps législatif, il s'était prononcé contre la guerre de toutes ses forces. Il cita un passage de discours qu'il avait fait entendre à cette occasion et rappela qu'une quarantaine de députés, les poings crispés, menaçaient de se ruer sur lui et voulaient étouffer sa parole; enfin que, dans la soirée, on lui donna un charivari sous les fenêtres de sa maison. Il ne disconvint pas qu'en 1840 il avait énergiquement poussé la guerre contre l'Allemagne, mais que la situation de cette époque était bien différente, que la cause de la France était juste alors, car il s'agissait de conserver la Syrie à la Porte attaquée par son vassal d'Egypte; enfin, qu'on disposait en ce temps d'une armée parfaitement organisée.

M. Thiers a parlé de M. de Moltke, comme du premier stratège du siècle; il fit aussi l'éloge de nos officiers qui savent si bien guider les troupes qui leur sont confiées.

M. Thiers connaissait déjà la capitulation de Metz; il prit vivement la défense du maréchal Bazaine et déclara que le passé et le caractère personnel de ce chef étaient des plus honorables. M. Thiers désigna l'empereur comme l'auteur principal de la guerre actuelle.

Dans le cours de la conversation il fut question de l'ex-ministre de la guerre, le maréchal Le Bœuf, qui est devenu notre prisonnier lors de la reddition de Metz. « Ne désirez-vous pas que nous vous le rendions? » demanda en plaisantant un de nos officiers. « Gardez-vous en bien, dit un des secrétaires, placez-le plutôt à la tête de votre armée! »

L'autre secrétaire de M. Thiers, qu'on disait être le député Estancelin, assura également qu'il avait voté contre la guerre et exprima l'espoir que l'Allemagne, après avoir prouvé aux yeux du monde entier sa supériorité de force, voudrait se concilier la France par sa générosité en renonçant à une cession territoriale dont elle n'a pas besoin, comme la guerre actuelle l'a prouvé, pour se défendre contre une agression française.

En prenant congé des officiers prussiens, M. Thiers se retourna vers Paris dont il voyait les monuments, et éclata en sanglots. « Jamais, messieurs, je n'ai senti autant que maintenant comme j'aime cette malheureuse cité. Quelle désolation de la revoir ainsi! » Puis, se recueillant, il franchit d'un pas calme la distance qui le séparait des avant-postes français.

LA RÉSISTANCE DE VERDUN.

Verdun est une de ces villes héroïques qui ont souci de l'honneur français et qui sont bien résolues à ne se rendre qu'à la dernière extrémité. Quoique le siège soit très-énergiquement mené, Verdun tient bon. La défense est bien conduite; l'artillerie se distingue par la justesse de son tir, et fait beaucoup de mal aux Prussiens.

Mais, en retour, que de calamités et de douleurs à supporter!

Un de nos correspondants nous adresse de Montmédy la copie d'un numéro du journal de la localité, le *Courrier de Verdun*.

Le numéro en question a été apporté aux mobiles de Verdun, en ce moment en garnison à Montmédy, par un messager qui, pour se soustraire aux poursuites des Prussiens, a dû traverser plusieurs fois la Meuse à la nage.

Il est daté du 15 octobre.

A cette époque déjà, Verdun était investi depuis plus de deux mois, et avait subi un bombardement dans la journée du 25 août.

Le numéro du *Courrier de Verdun*

n'est pas long, mais il est singulièrement expressif.

En voici le contenu :

PREMIER ARTICLE.

Verdun, le 15 octobre 1870.

C'est avec le cœur navré, mais l'âme vaillante et libre, que nous enregistrons la date des jours passés.

Les soldats du roi Guillaume peuvent briser sur leur bulletin des armées que Verdun est en ruine, qu'une partie de la ville est brûlée; il en ont le droit puisqu'ils ont la cruauté de le faire; mais sur nos ruines nous avons le droit de blâmer leur conduite et d'en appeler au jugement des nations.

Pendant cinquante heures la population de notre cité a supporté sans pouvoir se défendre un de ces effrayants bombardements qui prennent date dans l'histoire.

Cette épouvantable destruction a pu porter le trouble dans les familles, mais le courage a été plus grand que le danger. Notre fortune, notre commerce, nos industries sont en ruines, mais le patriotisme est vainqueur, et notre dévouement est plus étroitement serré autour du drapeau de la France.

RENNÉ, rédacteur du *Courrier de Verdun*.

DEUXIÈME ARTICLE.

Copie de la lettre adressée par M. le commandant supérieur au général major de Gail commandant les troupes prussiennes devant Verdun.

Général,

En réponse à votre honorée lettre de ce jour, j'ai l'honneur de vous annoncer que j'accepte avec empressement l'échange des prisonniers français.

J'ai le regret de vous annoncer que les sous-officiers Krüger, du 12^e régiment de dragons; Auguste Vonderheite, du 9^e régiment de landwehr, et le comte Hohental, du 1^{er} régiment de dragons de la garde, ne se trouvent pas parmi les prisonniers que nous avons à Verdun.

J'aurai l'honneur de vous envoyer les prisonniers allemands avec un parlementaire, à quatre heures, à l'entrée de Belleville.

Suivant votre désir, je vais faire photographier les deux tombes des deux officiers prussiens tués à Charny, et je vous ferai remettre à la fin des hostilités les photographies.

Général, je profite de cette lettre pour exprimer le sentiment qui pénètre chez moi sur la manière dont vous avez attaqué Verdun. J'avais pensé jusqu'à ce jour que la guerre entre la Prusse et la France devait être un duel entre les deux armées, et j'étais loin de m'imaginer que des habitants innocents, des femmes et des enfants verraient leur fortune et leur vie si injustement engagées dans la lutte.

Si vous pensez, général, que votre manière d'agir de votre part, que je me dispense de qualifier, peut contribuer en quoi que ce soit à hâter la reddition de la place, vous êtes dans une profonde erreur; car ce que les habitants ont souffert jusqu'à ce jour n'a contribué, vous pouvez me croire, qu'à augmenter chez eux l'abnégation que commande leur position et leur sentiment patriotique.

Ni la pluie des bombes et des boulets, ni les privations auxquelles la garde nationale et l'armée peuvent être exposées ne les empêcheront de faire leur devoir jusqu'au dernier moment. Leur plus grand désir serait de se mesurer corps à corps avec les troupes prussiennes.

Permettez-moi de vous dire, général, que c'est sur la brèche que nous vous attendons et que nous espérons que vous sortirez un jour de derrière les montagnes qui vous tiennent cachés à nos coups.

Recevez, général, etc.

Le général commandant supérieur,

BARON GUÉRIN DE WALTERSBACH.

TROISIÈME ARTICLE.

Lettre adressée par M. le maire de Verdun à M. le commandant supérieur.

Verdun, le 13 octobre 1870.

Mon général,

J'ai l'honneur de vous retourner la lettre que vous avez eu l'extrême obligeance de me communiquer. Je crois de mon devoir de vous exprimer les remerciements de la population tout entière pour le langage noble et élevé avec lequel vous avez rendu les sentiments patriotiques dont elle est animée.

Recevez, mon général, l'assurance de mes sentiments les plus distingués et les plus respectueux.

Le maire : BENOIT.

Ces documents parlent assez par eux-mêmes; nous n'y insisterons pas.

INFORMATIONS-ET NOUVELLES.

Nous connaissons maintenant les raisons qui partent du retard de la bombardement de Paris.

La *Provincial Correspondenz* de Berlin a vu ingénuement que les généraux prussiens avaient d'abord espéré que la menace d'un bombardement aurait terrifié les Parisiens et qu'ils se seraient empressés d'ouvrir les portes de la capitale aux troupes de Sa Majesté prussienne, mais qu'en présence de l'attitude ferme et décidée des Parisiens, on avait décidé, au quartier général, l'adoption de mesures plus rigoureuses.

Les opérations de siège et les difficultés de transporter un matériel de guerre aussi considérable, dit la *Provincial Correspondenz*, ont nécessité un temps plus long et sont beaucoup plus grandes qu'on ne l'avait d'abord supposé. Après la prise de Toul, le chemin de fer ne devint praticable que jusqu'à Nanteuil, à cause de la destruction d'un tunnel; tous les gros canons ont dû, par conséquent, être transportés par voie de terre, à une distance de vingt-cinq lieues, avec un nombre insuffisant de chariots et de chevaux; et par des chemins détremés par les pluies.

Le retard du bombardement doit donc être attribué à ces difficultés, et non à des considérations politiques, car la *Provincial Correspondenz* se donne la peine d'annoncer que la guerre continuera à outrance jusqu'à ce que la France soit entièrement subjuguée. « A Paris seulement, » dit-elle, « on peut espérer d'obtenir la solution des victoires allemandes, et aussitôt que l'attaque aura commencé, un succès rapide couronnera l'œuvre gigantesque que nous avons entreprise. »

Nous avions toujours pensé, pour l'honneur des généraux prussiens, qu'ils auraient reculé devant un acte de vandalisme aussi inutile que barbare; mais en présence de la déclaration cruelle de l'organe officiel; nos illusions se sont dissipées. Paris sera bombardé; la capitale des arts et de l'industrie sera détruite; tous les trésors accumulés depuis des siècles seront brûlés, anéantis, et quand Paris ne sera plus qu'un amas de ruines, quand les Prussiens victorieux pénétreront dans des débris fumants, l'œuvre de M. de Bismark sera accomplie; et l'Allemagne envivée, l'Allemagne artistique, l'Allemagne civilisée trépassera de couronnes à son maître et entonnera ses plus beaux chants pour célébrer son triomphe.

Les journaux officiels allemands qui reflètent fidèlement les sentiments du roi de Prusse, se plaignent avec amertume de la réception peu hospitalière que le roi a rencontrée à Ferrières, au château de M. de Rothschild. Le baron qui, au commencement de la guerre, avait résigné, dans des termes peu courtois, ses fonctions de consul de Prusse à Paris, n'a pas eu la politesse de s'informer une seule fois de son hôte.

Et pourtant, disent les journaux allemands, le roi a poussé la prévenance au point de faire emballer et expédier pour Berlin les meubles, tableaux, tapis, objets d'art de toute nature que M. de Rothschild croyait si peu exposés. Il le disait naïvement, ce bon baron : « Les Prussiens sont d'honnêtes gens (!!!), et certes le roi de Prusse ne voudrait pas voler après avoir reçu chez moi l'hospitalité. »

M. de Rothschild avait compté sans son hôte.

Du reste, ce n'est pas la première fois que le roi de Prusse fait preuve de goût en matière d'art, surtout quand cela ne lui coûte rien.

La grande société anglaise qui porte le nom de *National Society for aid to the sick and wounded in war*, a accordé à M. le président de la société de secours aux victimes de la guerre de la Seine-Inférieure et de l'Eure une somme de 25,000 francs.

Chronique locale & Départementale.

Un enfant du Nord vient de mourir glorieusement au champ d'honneur.

Le sculpteur Joseph Cuvelier, fils de M. le docteur Cuvelier de Comines, a été

passé quelquefois ce but, et, par luxe d'intelligence, il conduit à l'erreur.

« C'est alors que vos conjectures ont commencé. »

« Ces messieurs, avez-vous pensé, ont voulu m'éloigner de leur entretien d'abord, de leur maison ensuite. Ma présence les gêne pour l'accomplissement de quelque chose de mystérieux... Cette habitation est peut-être un asile ouvert à des orgies ou à des crimes cachés au monde et au soleil. Ils ont arrangé ensemble le mariage du comte Elona et d'Amalia, et ils m'en excluent comme témoin... »

« Je pourrais, madame, vous détailler ainsi toutes les conjectures que vous avez faites, et, quand j'aurais épuisé le trésor de votre imagination, il me serait aisé de vous prouver que nous n'avons ensemble détaillé que des erreurs. Vous dire qu'au fond de tout cela il n'y a rien, absolument rien, ce serait vous tromper, et vous tromper avec gaucherie; car, pour des oreilles fines et exercées, un entretien est comme une symphonie exécutée par d'habiles artistes; à la moindre discordance des cuivres ou des cordes, on peut affirmer qu'il se passe, dans l'orchestre, quelque chose qui n'a rien de commun avec la partition. Maintenant, vous me demandez, madame, de venir à votre aide et de mettre le nom de ma vérité mystérieuse à la suite de vos erreurs. Quand je vous aurai répondu, selon vos ordres, vous verrez que cet ami, dont je vous parlais tout à l'heure,

est mort une seconde fois. Mais, dans notre intérêt commun, il me faut attendre quelques jours pour vous révéler cette seconde mort.

« Moi, madame, entrer dans un complot qui vous obligerait à vous éloigner d'ici! Je chasserais le monde entier de la place qui serait désignée par vous, et je vous y laisserais seule comme un monde, à condition de l'habiter à vos pieds. Notre maison de Nerbudda est triste; si vos yeux l'éclairent et le réjouissent pour nous et pour un peuple de serviteurs, vous êtes la seule locataire exclue du bonheur commun qui est votre œuvre. Cela n'est pas juste. Donnez-moi un ordre, madame, et à l'instant même je vous conduis dans une retraite plus digne de vous, au centre des possessions européennes. »

« Votre palanquin est prêt. Nous vous ferons bonne escorte jusqu'à Roudjah. Vous passerez la nuit dans ce village, et demain je vous promets de vous installer comme une divinité que vous êtes, dans une habitation charmante, entourée de fermes et de petits villages, et fondée par des planteurs français, vos compatriotes, qui vous feront l'accueil le plus hospitalier. Vous croirez être à Meudon, à Auteuil, à Fontenay-sous-Bois; vous serez tentée de demander votre voiture pour vous montrer sur le boulevard de Paris. Si vous saviez toute la peine que la nature a prise dans ce coin de terre, pour s'habiller à la française, vous viendriez la bénir demain en

partant ce soir. On dirait que cette bonne mère a songé à vous; et qui sait si elle n'y a pas songé? Elle a supprimé les arbres des tropiques à deux lieues à la ronde; elle a donné à la terre une végétation européenne, et aux jardins un aspect civilisé. Il y a deux collines, taillées sur le patron des coteaux de Meudon et de Saint-Germain; elles s'enroulent pour laisser couler une petite rivière qui ressemble à la Seine comme deux gouttes d'eau.

« Comtesse Octavie, il ne tient qu'à vous d'être la châtelaine de cette seigneurie française au Bengale. Le colonel Douglas, possesseur du manoir de Kearim, vous le vend, au prix déjà payé, cent livres, ou deux mille cinq cents francs. Au cœur du Bengale, les montagnes ont la valeur commerciale d'un caillou de France; on achète une forêt immense comme un bouquet d'Opéra, une rivière comme un ruisseau. C'est l'âge d'or, c'est le siècle d'Adam. Quand le paradis terrestre fut vendu par expropriation forcée, l'acheteur ne le payait pas, et encore il trouva le marché onéreux.

« Vous me permettez, je l'espère, madame, d'aller vous rendre quelques visites dans ce domaine créé pour vous. Nous viendrons tous les jours, le colonel ou moi, prendre vos ordres, et savoir si ce nouveau genre de vie est à votre convenance et peut devenir pour vous une douce habitude. Si nous nous étions trompés, toutes les portes de l'habitation de Nerbudda se rouvriraient pour vous

recevoir, et j'inventerais des fêtes, s'il le faut, pour adoucir votre exil volontaire, et changer votre prison en paradis. »

« Le vent du nord souffle et rafraîchit l'air. La fin du jour sera charmante. Tout favorise, ce soir, notre petit voyage ou notre grande promenade. Trois palanquins sont prêts pour vous et vos femmes de service. L'escorte est à cheval. Ordonnez, vous êtes reine ici, vous n'avez que des serviteurs, et le plus dévoué de tous se nomme, à vos pieds,

« EDWARD K... »

Au premier abord, cette lettre d'Edward semble dépourvue de tact et de mesure; elle traîne un trop grand empressément d'éloigner Octavie, et l'on ne sera pas étonné si elle manque son but. Mais il était impossible à Edward d'écrire autre chose dans l'heure brûlante qui précipitait sa plume sur le papier.

La nuit allait tomber bientôt avec des terreurs et des périls au-dessus du courage humain; il fallait donc, à tout prix, éloigner une jeune femme de ce théâtre lugubre où le plus épouvantable des drames devait se jouer. Nizam, avec ses facultés infailibles, n'était pas homme à sonner l'alarme pour des dangers imaginaires. L'invasion des Taugs était imminente, d'une nuit à l'autre; parce que Nizam l'affirmait. Sans doute une défense héroïque et victorieuse prolongerait Nerbudda contre l'assaut des étrangers. Douglas avait appelé, au premier avis

de Nizam, son bataillon d'élite. Moss et ses braves cipayes se mettraient en marche après le coucher du soleil; ils arriveraient à la faveur des ténèbres et des arbres, pour s'embusquer dans les bambous de l'étang voisin, et tomber comme un faisceau de tonnerres sur l'ennemi.

Mais en admettant le succès, il fallait prévoir aussi qu'une bataille formidable s'engagerait entre les spectres chauves et les soldats anglo-indiens; il ne fallait donc pas troubler, sous un toit hospitalier, le repos et le sommeil d'une femme, par ce spectacle de désolation et de mort. Si la lettre d'Edward manquait son effet, le devoir du moins avait été rempli. La comtesse Octavie, rebelle à une invitation pressante, quoique mystérieusement motivée, ne pouvait adresser aucun reproche aux maîtres de Nerbudda; elle se destinait à subir sans murmure les conséquences de sa fatale obstination.

L'événement devait se trouver d'accord avec le caractère d'Octavie. La lettre attentivement lue, Octavie mit un soupçon sur chaque phrase, et elle recommença ses conjectures, en dépit des observations qu'Edward avait faites sur ce chapitre et qu'elle regardait comme autant de pièges.

Ne pouvant rien voir de clair, au fond de ces mystères, hormis la pensée bien évidente de l'exiler de Nerbudda, elle prit la détermination de rester et d'observer.

Elle envoya sur-le-champ une de ses femmes à sir Edward, avec cette phrase